

CTE DE CNES DU HAUT-LANGUEDOC  
5 rue de l'Artisanat - 81230 LACAUNE

**Délibération relative à Délégation du Conseil communautaire au Président**

Séance du 14 avril 2026  
Délibération n°D\_2026\_051

<p><u>Nombre de conseillers</u> En exercice : 36 Présents : 35 Absents : - dont suppléés : 0 - dont représentés : 1 Votants : 36 - dont « pour » : 36 - dont « contre » : 0 - dont abstention : 0</p>
---

Le 14 avril 2026 à 18 heures 30, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Languedoc, convoqué le 08 avril 2026, s'est réuni sous la présidence de Robert BOUSQUET à Lacaune.

Présents : Max ALLIES, Véronique ARMENGAUD, Jacques ARMESTO, Pierre BAILLY, Alain BARTHES, Alexis BENAMAR, Annette BOIX, Marie-Hélène BONNET, Jérôme BOUSQUET, Robert BOUSQUET, Marie-José BROUSSE, Jean-Claude BRU, Alain CABROL, André CABROL, Marie CASARES, Francis CROS, Aurélie DELESALLE, Pierre ESCANDE, Sylvie EVRAD, Jacques FABRE, Michel FARENC, Jacqueline GRANIER, Pierre MOURET, Antoine PROENCA, Gorette RAYNAUD, Francis REMIOT, Jim RONEZ, Sylvie SOLOMIAC, Marie-Claude STAVROPOULOS, Armelle VIALA, Daniel VIDAL, Vincent VIDAL, Laurence VIGNAU, Guy VILLNEUVE, Myriam YEDDOU

Représentés : Pascal COUSTURIER représenté par Robert BOUSQUET

Secrétaire de séance : Armelle VIALA

**Objet : Délégation du Conseil communautaire au Président**

L'article L5211-10 du CGCT précise que le Président, les Vice-Présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant.

Pour faciliter le fonctionnement et la bonne gestion de la collectivité, le Président demande aux membres du Conseil de lui déléguer les attributions suivantes :

- FINANCES
  - de contracter, dans la limite des sommes inscrites au budget, tout emprunt destiné au financement des investissements à court, moyen ou long terme, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en

<p>Date de transmission de l'acte: 15/04/2026 Date de réception de l'AR: 15/04/2026 081-200066553-D_2026_051-DE A G E D I</p>
---

- cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement
  - de réaliser des lignes de trésorerie dans la limite de 100 000 €
  - de créer, modifier, supprimer des régies d'avances et de recettes nécessaires au fonctionnement des services communautaires
  - de demander les subventions d'investissement et de fonctionnement auprès des différents organismes partenaires, sans limite de montant, et signer les conventions correspondantes
  - d'annuler des créances inférieures à 100 €
- **COMMANDE PUBLIQUE**
  - de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux et de fournitures et de services qui peuvent être passés selon la procédure adaptée, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite des montants initiaux suivants :
  - jusqu'au seuil de publicité en vigueur (actuellement 60 000 € HT pour les marchés de fournitures et services et 100 000 € HT pour les marchés de travaux) ;
  - de prendre des décisions de modification de marchés à procédure adaptée, lorsque les crédits sont inscrits au budget pour les cas suivants :
  - Les modifications des marchés à procédure adaptée sans incidence financière, avec une incidence financière négative, ou avec une incidence financière positive < 5 %
  - Les modifications des marchés dont le montant est inférieur au seuil de publicité
- **GESTION DU DOMAINE ET DU PATRIMOINE**
  - de décider de louer des biens mobiliers et immobiliers en tant que bailleur ou locataire pour une durée n'excédant pas 12 ans
  - d'acquérir des biens mobiliers d'un montant inférieur à 30 000 € HT, à condition que les crédits soient inscrits au budget
  - de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €
  - d'accepter les dons et legs qui ne sont pas grevés ni de conditions, ni de charges
  - d'accepter et signer tout procès-verbal de mise à disposition des biens et de passer tout avenant
- **URBANISME**
  - de déposer les permis de construire ou autres autorisations d'urbanisme pour les projets communautaires,
  - d'exercer le droit de préemption urbain instauré par délibération sur le territoire de la Communauté de Communes
- **AFFAIRES JURIDIQUES – ASSURANCES**
  - de fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ainsi que signer les actes correspondants
  - d'ester en justice
  - d'intenter au nom de la Communauté de communes toute action en justice et de défense face aux actions intentées contre elle pour tous les contentieux et ce devant toute juridiction de l'ordre administratif, judiciaire ou devant toute juridiction spécialisée ainsi que de se désister des actions susmentionnées, et signer tout acte utile. Cette délégation est valable devant tout ordre de juridiction administrative, de droit commun, spécialisée (y compris financière) et judiciaire, en première instance, en appel et en cassation, en intervention, en tierce opposition et devant le juge des référés

Date de transmission de l'acte: 15/04/2026  
 Date de reception de l'AR: 15/04/2026  
 081-200066553-D\_2026\_051-DE  
 A G E D I

- de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules appartenant à la Communauté de communes
- de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre afférentes
- RESSOURCES HUMAINES
  - de procéder à la création d'emploi saisonnier et de recruter des contractuels pour renforcer ponctuellement les services : remplacement de personnel, saisonnier, accroissement temporaire d'activité..., dans les limites des crédits inscrits au budget,
  - prendre toutes mesures disciplinaires nécessaires à l'encontre du personnel,
  - rompre tout contrat de travail, qu'il soit à durée déterminée ou à durée indéterminée, transiger avec tout salarié de droit privé,
  - signer des conventions de stage rémunéré ou non,
  - signer les contrats de projet (recrutement d'une personne dans un emploi temporaire pour la réalisation d'un projet ou d'une opération identifiée à l'avance),
  - recruter un apprenti et solliciter les aides existantes pour ce recrutement
- FONCTIONNEMENT COURANT DES SERVICES
  - de fixer les règlements intérieurs propres aux différents services
  - de fixer le règlement d'utilisation et de gestion des équipements communautaires
  - de signer les conventions utiles au fonctionnement des services d'un montant inférieur à 10 000 € HT
  - d'autoriser au nom de la Communauté de communes, le renouvellement de l'adhésion aux associations ou autres organismes dont elle est membre

Lors des réunions du Conseil communautaire, le Président rendra compte des attributions exercées par délégation.

Il est demandé au Conseil communautaire :

- déléguer à Monsieur le Président les attributions ci-dessus énumérées,
- Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à ces attributions.

Entendu le rapport du Président,  
Le Conseil de Communauté,

**DECIDE**

**A l'unanimité des membres présents**

- déléguer à Monsieur le Président les attributions ci-dessus énumérées,
- Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à ces attributions

**Pour copie certifiée conforme**

**La Secrétaire de séance – Armelle VIALA**

**Le Président – Robert BOUSQUET**




Date de transmission de l'acte: 15/04/2026  
Date de réception de l'AR: 15/04/2026  
081-200066553-D\_2026\_051-DE  
A G E N D A

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le **15 / 04 / 20 26**  
et publié ou notifié  
le **15 / 04 / 20 26**